

**‘OUI’ AU DROIT DE VOTE**  
**POURQUOI?**

**‘JO’ ZUM WAHLRECHT**  
**FIRWAT?**



**PAGES  
4-23**



**FRANÇAIS**

**SÄITEN  
24-43**



**LËTZEBUERGESCH**

**PAGE  
VOLANTE**



**SIGNATAIRES**

## FRANÇAIS



**PAGES  
4-23**



**FRANÇAIS**

**PAGES 6-7 LE CONTEXTE**

**PAGES 8-9 LA POSITION DE LA PLATEFORME**

**PAGES 10-13 ARGUMENTS POUR LE DROIT DE VOTE**

**PAGES 14-19 ARGUMENTS CONTRE LE DROIT DE VOTE  
... ET POURQUOI ILS NE TIENNENT PAS**

**PAGES 20-23 LES 'VRAIES' RAISONS DE LA RÉTICENCE  
... DES LEÇONS POUR LA CAMPAGNE**

## LE CONTEXTE



***Le débat*** sur le droit de vote (DV) de tous les résidents n'est ni nouveau, ni confiné au Luxembourg. Dans notre pays, il a été lancé dès 1981 par l'ASTI, dont c'était une des raisons de sa création. À travers le monde, il s'est tenu dans de nombreux pays au fil des dernières décennies, tout en étant particulièrement intense dans des pays soumis à une forte immigration. Dans l'Union Européenne – une construction politique inédite dans l'histoire - le débat sur la question a donné lieu à la création d'une citoyenneté européenne qui s'est ajoutée à la citoyenneté nationale et qui a relativisé le concept même de 'l'étranger'.

Mais la situation est très particulière au Luxembourg où plus de 44% de la population résidente sont de nationalité étrangère et ne peuvent actuellement pas participer aux élections législatives. Ce pourcentage va continuer à croître et le clivage entre corps électoral et population résidente va donc continuer à se creuser. Cette situation est un danger pour la cohésion sociale et l'avenir de notre pays. Il est inadmissible que les résidents non-luxembourgeois vivant actuellement au Luxembourg aient les mêmes obligations que les ressortissants luxembourgeois, sans jouir des mêmes droits. Non seulement ces résidents sont en quelque sorte dégradés en citoyens ne comptant pas, mais nous nous privons aussi d'une participation cruciale à la construction du Luxembourg de demain. »

## LA POSITION DE LA PLATEFORME



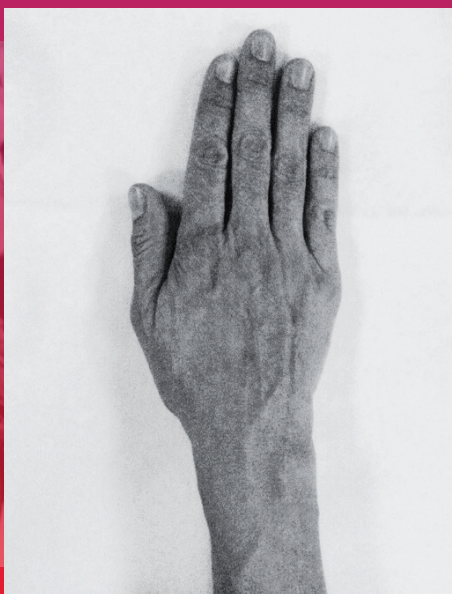
***La plateforme*** salue l'initiative du Gouvernement de lancer un débat constructif sur la question, dans le cadre de la réforme de la constitution.

Fidèle à sa devise 'vivre, travailler, décider ensemble' la plateforme a toujours défendu le droit de vote de résidence - par opposition au droit de vote lié à la nationalité - lors des précédentes campagnes autour des élections municipales et européennes. Dans le contexte actuel, en vue du référendum prévu - entre autres - sur cette question, la plateforme milite pour le principe de l'ouverture du droit de vote à toute la population résidente.

Avec ce plaidoyer, la plateforme cherche à obtenir un large consensus dans la société luxembourgeoise autour de ce principe. Elle se veut fédératrice des composantes de la société civile qui sont également en faveur de cet élargissement démocratique. ><

## ARGUMENTS POUR LE DROIT DE VOTE

+++



### ***Élargir le droit de vote aux étrangers, c'est...***

**... satisfaire à une exigence démocratique**

Le fait que les personnes vivant au Luxembourg de manière prolongée et permanente, payant tous des impôts, mettant leurs enfants à l'école, façonnant la vie de la cité, et contribuant substantiellement au succès de notre pays, ne puissent pas participer aux décisions politiques, va contre les principes démocratiques de participation et de légitimité. Comment un gouvernement élu par moins de la moitié de la population résidente peut-il être considéré comme représentant légitimement la société dans son ensemble?

**... reconnaître la situation démographique très particulière du Luxembourg**

En 2014, plus de 44% de la population de notre pays n'avaient pas la nationalité luxembourgeoise. Il est difficile dès lors de considérer la Chambre des députés et le Gouvernement comme représentant le peuple. Or, ce clivage important entre la population résidente et le corps électoral, loin de rester stable ou de se réduire avec le temps, va continuer à s'accroître. Il est donc urgent d'agir. Le déficit démocratique ne va que s'aggraver et la minorité 'sans voix' va devenir la majorité.

### **... favoriser l'intégration et lutter contre le communautarisme**

Le droit de vote, en permettant aux résidents étrangers de se sentir reconnus et représentés, favorise l'intégration des étrangers qui vivent au Luxembourg. Leur refuser ce droit les empêche au contraire de participer sur le plan politique national. Cela peut contribuer à un repli communautaire, mais aussi à faire naître d'autres formes de revendications, souvent plus fortes et communautaristes. L'effort d'intégration est une démarche réciproque des personnes accueillies et de la société d'accueil.

### **... rendre la société plus dynamique, et positionner le Luxembourg comme précurseur en Europe**

L'ouverture du DV, loin d'être une concession faite aux étrangers et qui 'affaiblirait' la société luxembourgeoise, est en fait un gage pour une société plus dynamique. Inviter tous les citoyens à participer aux débats qui touchent tous les résidents du pays permet de bénéficier d'un apport plus large d'opinions et de compétences. Il permet aussi de redonner une mixité sociale plus grande et plus représentative, notamment de la population active constituant le corps électoral; et donc de trouver plus facilement des réponses aux défis auxquels notre pays doit faire face.

Étant le pays européen avec la plus forte proportion de résidents étrangers, le Luxembourg se doit de montrer la voie à suivre à d'autres pays de l'UE. Le Luxembourg, perçu par beaucoup simplement comme place financière, se positionnerait ainsi aussi comme un modèle d'intégration politique et sociale en Europe.

### **... reconnaître que l'étranger n'est pas si étranger que cela, et que la distinction nationaux / étrangers est finalement assez artificielle**

En 2014, 86,13% des étrangers résidant dans notre pays sont des ressortissants d'un autre pays membre de l'Union Européenne. Ils peuvent déjà voter et se porter candidat pour le Parlement européen. Ils sont - comme les ressortissants luxembourgeois - citoyens européens. Qu'est-ce qui distingue réellement ces étrangers des résidents de nationalité luxembourgeoise, si ce n'est qu'ils n'ont pas le passeport luxembourgeois? »



## ARGUMENTS CONTRE LE DROIT DE VOTE

— — —

## ET POURQUOI ILS NE TIENNENT PAS



***Il y a quatre types d'arguments avancés:***

- 1 /** D'abord ceux qui se réfèrent à la ***souveraineté nationale***.
- 2 /** Il y a ensuite ceux qui insistent sur l'aspect ***d'identité culturelle*** et voient dans l'octroi trop 'généreux' du DV un frein à l'intégration.
- 3 /** Il y a aussi ceux qui mettent en avant le danger d'une ***déstabilisation du paysage politique***.
- 4 /** Et finalement, des arguments basés sur un prétendu ***manque d'intérêt des étrangers***.



1

**Souveraineté nationale:** Le DV doit être réservé à ceux qui ont la nationalité luxembourgeoise. Pour voter il faut acquérir la nationalité.

Pour certains, il suffirait d'octroyer plus généreusement la nationalité luxembourgeoise aux résidents qui le souhaiteraient. Or ceci ne résout pas le problème.

—Premièrement, il y a toujours des pays qui refusent la double nationalité. Leurs ressortissants résidant au Luxembourg n'auraient donc pas le choix et devraient se décider pour l'une ou l'autre.

—Ensuite, acquérir la nationalité ou le DV ne relève pas de la même démarche. Acquérir une nationalité relève davantage de l'émotionnel, de l'identification à une histoire, à une culture, des valeurs communes; le droit de vote, lui, est un acte civique où la personne exprime sa confiance par le vote aux personnes/partis politiques qui lui semblent proposer les meilleures solutions aux problèmes et défis qu'il identifie dans sa vie au Luxembourg.

—Il y a aussi le cas d'un nombre croissant de résidents (notamment originaires d'un autre pays membre de l'UE) qui vivent dans notre pays pour des raisons professionnelles pendant de longues années, mais pas toute leur vie. Ils aimeraient pouvoir influencer les décisions politiques qui règlent leur vie de tous les jours, sans pour autant vouloir devenir des ressortissants luxembourgeois. Doit-on continuer à les exclure de la participation à la vie démocratique du Luxembourg? Est-ce que par exemple une personne qui vit 10 ans en France, 15 ans au Luxembourg, 5 ans en Allemagne, et qui décide de prendre sa retraite en Grèce, devra cumuler 4 nationalités si elle veut pouvoir participer aux décisions politiques?

2

**Identité culturelle:** le DV exige une identification aux valeurs luxembourgeoises, y compris à la langue.

Cette catégorie d'arguments part de trois hypothèses erronées.

L'une consiste à croire qu'il y a une identité luxembourgeoise bien définie presque immuable dans le temps.

La deuxième prétend que tous les détenteurs d'un passeport luxembourgeois se reconnaissent dans cette identité 'unique' et en connaissent tous les rouages.

La dernière postule que la seule manière de s'intégrer véritablement est la naturalisation.

Or l'identité luxembourgeoise est bien plus complexe que ce que ces personnes veulent nous le faire croire. Nous sommes loin des temps où, encerclés par des puissances hégémoniques, nous pouvions nous définir justement par la devise 'Mir wëlle bleiwe wat mir sinn'. L'identité de notre pays - et d'ailleurs sa richesse - c'est aujourd'hui sa diversité et sa capacité de s'adapter continuellement aux changements en Europe et dans le monde.

Pour ce qui est de la langue, il est indéniable que la langue luxembourgeoise est progressivement devenue un des éléments essentiels de ce que certains appellent l'identité luxembourgeoise. Il est vrai aussi que les débats politiques se font essentiellement en luxembourgeois, que ce soit au niveau de la Chambre des Députés (le recours à la langue luxembourgeoise n'y est apparu systéma-

tiquement que depuis la fin des années 80) ou au sein des partis politiques. De là à faire de la maîtrise du luxembourgeois une exigence pour la participation d'un résident à la vie politique du pays paraît exagéré et irréaliste. C'est aujourd'hui plutôt le multilinguisme qui caractérise la société luxembourgeoise.

### **3 / *Déstabilisation du paysage politique : l'ouverture du DV favoriserait le communautarisme et les extrêmes.***

Cet argument est peu crédible. Il se base sur une vue plutôt simpliste de la population tant nationale qu'étrangère. C'est comme si tous les Luxembourgeois d'une part, et les non-nationaux d'autre part, avaient - chacun de leur côté - des intérêts similaires et communs. Le corps électoral n'est pas un tout, mais se compose de nombreux courants et expressions politiques, et ceci aussi bien chez les Luxembourgeois que chez les étrangers. En réalité, les études montrent que les votes des personnes étrangères sont bien plus le reflet de leur classe sociale, à l'instar des nationaux. Ce qui réunit par contre tous les citoyens - luxembourgeois et non luxembourgeois - c'est la volonté de s'engager pour un avenir prospère, garantissant la paix sociale, les emplois, le futur de sa famille et le bien-être dans le pays.

### **4 / *Manque d'intérêt des étrangers : les étrangers ne sont pas intéressés par le DV***

Il est vrai que seuls 17% des étrangers qui auraient eu la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales lors des dernières mu-

nicipales (12% pour les Européennes) ont finalement fait la démarche. Il y a plusieurs raisons qui expliquent ce faible taux de participation: la lourdeur du système d'inscription sur les listes, une campagne qui manquait de vigueur, une certaine 'timidité' des étrangers face à ce nouveau droit, et finalement la barrière de la langue, sans oublier la 'frilosité' dont ont fait preuve les partis et forces politiques pour s'ouvrir à tous les niveaux aux nouveaux électeurs potentiels. »«

## **LES ‘VRAIES’ RAISONS DE LA RÉTICENCE – DES LEÇONS POUR LA CAMPAGNE!**



**Mais alors, s’il y a autant d’arguments POUR le DV pour tous, et que les arguments CONTRE peuvent tous être réfutés, comment se fait-il que la réticence à cet élargissement du DV soit encore forte?**

### ***Il y a trois réponses:***

D’une part il y a la peur, la peur des étrangers qui pourraient - en participant à la vie politique nationale - contribuer à la disparition de ‘l’identité luxembourgeoise’ y compris de la langue luxembourgeoise.

D’autre part il y a volonté de protéger et réserver le pouvoir politique aux seuls nationaux.

Finalement il y a l’opinion très largement répandue que les personnes intéressées à voter n’auraient qu’à se faire naturaliser.

**La campagne pour le DV pour tous devra tenir compte de ces trois motivations / réticences / réserves profondément ancrées chez beaucoup de personnes. Il faudra montrer:**

➤ Que les peurs sont injustifiées, notamment parce que l'identité nationale est l'expression d'une évolution permanente, et que cette ouverture - loin d'appauvrir l'identité luxembourgeoise - la renforcerait. D'ailleurs, vu de l'extérieur (par exemple par les agents économiques) le caractère international et le multilinguisme du pays font déjà partie de son identité.

➤ Que la protection exclusive des intérêts d'une partie de la population, même si elle procure peut-être des avantages à court terme, nuit à tout le monde - y compris aux nationaux - à plus long terme; comme tout protectionnisme d'ailleurs. Que c'est l'inclusion de toutes les 'forces vives' du pays qui garantira à terme le bien-être et le vivre ensemble harmonieux de toutes les fractions de la population.

➤ Que l'octroi - même plus 'généreux' - de la nationalité ne pourra pas à lui seul combler le déficit démocratique de notre société. D'un côté, l'immigration au Luxembourg reste très élevée avec une population nationale vieillissante. De l'autre côté, contrairement au droit de vote, l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise ne représente pas nécessairement un grand intérêt pour les ressortissants d'un autre pays membre de l'Union résidant au Luxembourg (ils représentent à eux seuls près de 90% des étrangers). En effet, quelle est la valeur ajoutée d'une nationalité particulière dans une Europe de plus en plus intégrée politiquement ? ➤



## LËTZEBUERGESCH



**SÄITEN DE KONTEXT**  
**26-27**

**SÄITEN D'POSITIOUN VUN DER PLATTFORM**  
**28-29**

**SÄITEN ARGUMENTER FIR D'WAHLRECHT**  
**30-33**

**SÄITEN ARGUMENTER GEINT D'WAHLRECHT**  
**34-39 ...A FIRWAT SE NET GËLLEN!**

**SÄITEN DÉI 'WIERKLECH' URSAACHE VUM**  
**40-43 GEZWEIWELS**  
**...MAT LEKTIOUNEN, FIR DE WAHLKAMPF**

## DE KONTEXT



***D'Debatt*** iwwert d'Wahlrecht vun allen Awunner ass net nei an och net op Lëtzebuerg begrenzt. Hei bei eis gouf d'Diskussioun schonn 1981 vun der ASTI lancéiert. Et war sugger eng vun den Ursaachen, firwat déi Associatioun gegrënnt gouf. Uechtert d'Welt gouf déi Debatt op ville Plaze gefouert besonnesch intensiv awer natierlech an deene Länner mat enger staarker Immigratioun. An der EU huet déi Fro zur Schafung vun enger europäescher Staatsbiergerschaft gefouert, déi bei déi national Citoyennetéit derbäi koum an déi domadder am Fong d'Wuert 'Ausländer' iwwerflësseg gemaach huet.

Mee d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg bleift speziell, well méi wéi 44% vun den Awunner net déi lëtzebuerger Nationalitéit hunn an duerfir bei de Chamberwahlen net matmaachen duerfen. Dee Prozentsaz riskéiert nach ze klammen, an de Gruef tëschent de Wahlberechtigten an der Gesamtawunnerzuel wäert deemno nach méi breed ginn. Déi Situatioun ass eng Gefor, fir de sozialen Zesammenhalt an d'Zukunft vun eisem Land. Et ass dach inakzeptabel, dass déi netlëtzebuerger Awunner déi selwecht Pflichten, awer net déi selwecht Rechter wéi d'Lëtzebuerger hunn. Déi Awunner sinn also souzesoen 'zweetklassig' an domadder feelt och hire wichtege Bäitrag zur Zukunft vum Land! >>



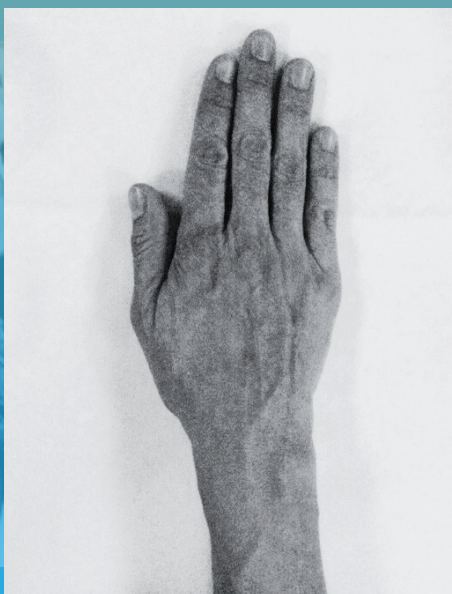
## A black and white photograph capturing a dense crowd of people at a concert. The perspective is from within the crowd, looking slightly upwards. Numerous hands are raised high in the air, some with fingers spread, creating a sea of limbs. The people are mostly seen from the chest up, wearing casual clothing like t-shirts and hoodies. The lighting is bright, suggesting an outdoor daytime event. The overall atmosphere is one of collective excitement and participation.

**Mat deem Plädoyer versicht d'Plattform an der lëtzebuenger Gesellschaft ee breede Konsens ronderëm dee Prinzip ze fan-  
nen. Se wëllt, dass dëi entspriechend Elementer aus der Zivil-  
gesellschaft sech hannert deeër Iddi vun enger demokratescher  
Erweiterung federéieren. »◀**



## ARGUMENTER FIR D'WAHLRECHT

+++



### ***D'Wahlrecht op all d'Awunner z'erweideren bedeit...***

**...engem demokrateschen Usproch gerecht ze ginn!**

D'Tatsaach, dass net all Mënsch, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt a seng Steiere bezillt, seng Kanner an d'Schoul schéckt an um Opbau vum Land bedeelegt ass, och politesch matentscheeden duerf, geet géint all demokratesch Prinzipien.

Eng Regierung, déi vu manner wéi der Halschent vun den Awunner gewielt gouf, kann dach kaum déi ganz Gesellschaft verrieden.

**...der ganz spezieller demographescher Situatioun zu  
Lëtzebuerg Rechnung ze droen.**

2014 hate 44% vun den Awunner net déi lëtzebuerger Nationalitéit. Dat mécht et schwéier ze mengen, d'Chamber an d'Regierung géifen d'ganz Vollek verrieden. Well dee Gruef ëmmer méi breed gëtt, gëtt et Zäit, fir ze handeln! Den demokrateschen Defizit gëtt ëmmer méi grouss an et dauert net méi laang, bis aus der Minoritéit 'ouni Stëmm' d'Majoritéit gëtt!

**... d'Integratioun z'ënnerstëtzen a géint de Kommunitarismus virzegoen.**

Mam Wahlrecht fillen déi netlëtzebuerger Awunner sech ugeholl a vertrueden: Dat ënnerstëtzt also hier Integratioun. Ouni dat Recht, fir politesch matzemaachen, riskéiere kommunitaristesche Tendenzen a Fuerderunge méi staark ze ginn.

**...eis Gesellschaft méi dynamesch ze maachen an eng Virreiderroll an Europa z'iwwerhuelen.**

D'Wahlrecht vun allen Awunner schwächt eis Gesellschaft net, mee se mécht se, ganz am Konträr, vill méi dynamesch. Wann all d'Bierger bei wichtegen Debatte matmaachen, komme méi Meinungen a Kompetenzen zesummen. Et gëtt also méi einfach, fir Äntwerten op déi grouss Erausforderungen ze fannen, déi op eist Land duerkommen.

Lëtzebuerg huet deen héchsten Taux vun auslännesche Matbierger an der ganzer EU. Eist Land kann op deem Plang also eng Virreiderroll spillen. Domadder wiere mer e Modell vu politescher a sozialer Integratioun an Europa, amplaz ëmmer nëmme just als Finanzplaz ugesinn ze ginn.

**...unz'erkennen, dass den 'Ausländer' guer net esou friem ass an dass den Ënnerscheed Ausländer-Lëtzebuerger zimlech kënschtlech ass.**

2014 waren 86,13% vun allen 'Ausländer' hei am Land EU-Bierger. Si duerfe fir d'EU-Parlament kandidéieren a bei den EU-Wahle matmaachen. Si sinn wéi d'Lëtzebuerger EU-Bierger. Wou ass do also nach een Ënnerscheed ausser, dass dës Leit kee lëtzebuerger Pass hunn? »«

## ARGUMENTER GEINT D'WAHLRECHT

— — —  
A FIRWAT SE  
NET GËLLEN!



### *Et gi véier Zorte vu Géigenargumenter:*

- 1** / Fir d'éischt geet et ëm déi **national Souveränitéit**.
- 2** / Da ginn et der, déi eis **kulturell Identitéit** héichhale wëllen an déi mengen, d'Wahlrecht fir d'Ausländer géif deenen hier Integratioun bremsen.
- 3** / Gefaart gëtt och, dass déi **politesch Landschaft sech destabiliséiert**.
- 4** / A schliisslech ginn et och Argumenter, d'Ausländer wiere jo souwisou **net intresséiert**.

**1 / National Souveränitéit:** d'Wahlrecht soll just fir d'Lëtzebuerger gëllen. Fir ze viele muss een also d'Nationalitéit unhuelen.

Duerfir ginn et Argumenter, fir déi lëtzebuerger Nationalitéit méi 'generéis' ze verdeelen. Mee dat léist d'Problemer net!

— Fir d'éischt, well et ëmmer nach Länner gëtt, déi d'duebel Nationalitéit refuséieren. Leit aus deene Länner géifen hei zu Lëtzebuerg also de Choix verléieren a missten sech fir eng Nationalitéit entscheiden.

— Nationalitéit a Wahlrecht hunn ausserdeem näischt mateneen ze dinn. Eng Nationalitéit unhuelen, huet vill mat Gefiller ze dinn mat der Identifikatioun, fir eng Geschicht oder eng Kultur. D'Ausübe vum Wahlrecht duergéint ass ee (staats)biergerlechen Akt, mat deem eng Persoun Parteien oder Leit wíelt, déi a sengen Aen déi bescht Léisunge bidden, vis-à-vis vun den Erausforderunge vu sengem Liewen hei zu Lëtzebuerg.

— Vill EU-Bierger liewen aus beruffleche Grënn während enger Rëtsch Joeren (awer net während hierem ganze Liewen) hei zu Lëtzebuerg. Bei politeschen Décisiounen, déi hiert Liewen uginn, géifen si natierlech gäre matschwätzen awer ouni duerfir extra mussen déi lëtzebuerger Nationalitéit unzehuelen. Solle mer dës Leit weider ausschléissen? Misst een EU-Bierger, deem 10 Joer am Frankräich schafft, 15 Joer zu Lëtzebuerg a 5 Joer an Däitschland fir duerno a Griicheland an d'Pensioun ze goen, also véier Nationalitéite cumuléieren?

**2 / Kulturell Identitéit:** d'Wahlrecht verlaangt, dass een sech mat lëtzebuerger Wäerter a virun allem der Sprooch identifizéiert.

Dës Zort Argumenter ass op dräi falschen Hypothesen opgebaut.

— Dat géif jo heeschen, dass et eng kloer définéiert an dauerhaft lëtzebuerger Identitéit gëtt.

— All lëtzebuerger Staatsbierger hätt also déi selwecht Identitéit a géif sech och doranner erëmfannen.

— An et géif just eng Fassong ginn, fir sech z'intégréieren, nämlech d'Naturalisatioun.

Déi lëtzebuerger Identitéit ass awer vill méi komplex. D'Zäit, wou mir eis mam Motto 'Mir wëlle bleiwen, wat mir sinn' géint gourmangzeg Noperen hu musse wieren, ass eriwier. D'Identitéit vun eisem Land – an iwwers och säi Räichtum – gëtt haut iwwer seng Diversitéit, seng Multikulturalitéit a seng Kompetenz, fir sech dauernd unzepassen, définéiert.

D'lëtzebuerger Sprooch ass no an no ee wichtegen Deel vun deeër sougenannter 'Identitéit' ginn. Tatsächlech ginn déi politesch Debatten hei am Land virun allem op Lëtzebuergesch gefouert. Dat heescht awer nach laang net, dass een déi Sprooch onbedéngt brauche géif, fir um politesche Liewe kënnen deelzehuelen. D'lëtzebuerger Gesellschaft gëtt haut vu ville Sproochen geprägt!

3

### ***Politesch Landschaft sech destabiliséiert:*** wann een d'Wahlrecht opmécht, dann ënnerstëtzt een de Kom- munitarismus an d'Extremer

Dat Argument wierkt wéineg credibel, well et op engem ganz simplistesche Bild vun der Gesellschaft opbaut. Weder d'Lëtzebuerger nach d'Netlëtzebuerger hunn déi selwecht Intérêten a Prioritéiten. D'Wielerschaft ass net homogen et gi vill politesch Meenungen a Stréimungen. All Studie weisen, dass Auslänner no hierer sozialer Situatioun awer net no hierer Nationalitéit wéile géifen. Ausserdeem hätten d'Lëtzebuerger an d'Netlëtzebuerger déi selwecht Prioritéite bei Wahlen: soziale Fridden, Aarbechtsplazen, Famill a Wuelstand.

4

### ***Net intresséiert:*** d'Wahlrecht intresséiert d'Auslänner net!

Tatsächlech hu sech just 17% vun den Auslänner bei de leschte Gemengewahlen ageschriwwen (12% bei den Europawahlen). Do ginn et awer eng Rëtsch Explikatiounen: de System, fir sech anzeschreiwen ass komplizéiert, d'Wahlcampagne war langweileg, d'Partei sinn net op d'Auslänner duergaang an et bleift eng gewëss Sproochbarrière an eng Schei virun deem neie Recht. »«

## DÉI 'WIERKLECH' URSAACHE VUM GEZWEIWELS... MAT LEKTIONEN, FIR DE WAHLKAMPF



**Wann et also souvill gutt Argumenter, fir d'Wahlrecht vun allen Awunner an esou wéineg Argumenter dergéint ginn firwat gëtt dann ëmmer nach un deeër Saach gezweiwelt?**

### ***Et ginn dräi Äntwerten:***

— Et ass d'Angscht, d'Wahlrecht vun den Ausländer géif déi lëtzebuerger Identitéit an déi lëtzebuerger Sprooch a Gefor bréngen.

— Et gëtt de Wonsch, fir de Lëtzebuerger déi politesch Muecht ze reservéieren.

— An et gëtt d'Meenung, dass sech Leit, déi matwiele wëllen, ganz einfach sollen naturaliséiere loossen.

**D’Campagne, fir d’Wahlrecht vun allen Awunner, muss op déi dräi Zorte vun Zweiwelen agoen a beweisen:**

➤ Dass d’Angscht onbegrënnt ass, besonnesch well déi national Identitéit a permanenter Evolutioun ass. Den Ausbau vum Wahlrecht géif déi Identitéit also suguer nach méi staark maachen. Vu bausse gekuckt, gehéieren den internationale Charakter vum Land a seng vill Sprooch souwisou schonn zu eiser Identitéit.

➤ Dass de kuerzfristeg Schutz vun den ‘Interessien’ vun engem Deel vum Vollek eis laangfristeg schued sou wéi all Zort vu Protektionismus, iwregens. Fir weider ze kommen, müssen all ‘forces vives’ vum Land gebündelt ginn.

➤ Dass ee ‘generéist Verdeelen’ vun eiser Nationalitéit den demokrateschen Defizit net opfänke kann. D’Immigratioun an ee Land mat enger ëmmer méi aler Populatioun bleift héich. A besonnesch fir d’EU-Ausländer (dat sinn 90% vun den Netlëtzebuerger) huet déi lëtzebuerger Nationalitéit, an engem Europa dat politesch ëmmer méi intégréiert gëtt, kee grouse Wäert! »«







**MINTE** PLATE-FORME MIGRATIONS  
ET INTÉGRATION

**12, RUE AUGUSTE LAVAL L-1922 LUXEMBURG – TÉL: 43 83 33 1 FAX 420 871  
CCPL LU 44 1111 0652 9615 0000 – WWW.MINTE.LU – CONTACT@MINTE.LU**

